

Bienvenue à cette 89ème édition de la Fête de l'Humanité

Après des mois de préparation, nous avons hâte de vous retrouver, une nouvelle fois, dans les allées, pour un débat, pour un concert, pour un repas au Village du monde dans les stands pour partager un moment de culture, de débat et de fraternité.

La Fête traverse les âges et les époques mais garde son esprit jeune et rebelle. Aucune édition ne ressemble à la précédente, et que le soleil ou la pluie soit au rendez-vous, chacun repart avec l'esprit combatif pour aborder les défis de l'année.

La Fête de l'Humanité, nous l'assumons et le revendiquons, est le premier rendez-vous de la rentrée politique et sociale. Nous venons de vivre une séquence politique intense avec, d'abord, les élections européennes, puis les élections législatives à la suite de la dissolution de l'Assemblée nationale, décidée par un président isolé, jouant avec le destin du pays.

Durant trois semaines, la France a retenu son souffle, et ce n'est qu'in extremis et grâce à la mobilisation citoyenne que nous avons échappé à la prise du pouvoir par le Rassemblement National. Cela ne masque en rien la très forte progression de ce parti dans les urnes et dans les esprits.

Nous sommes dans un moment de bascule et la responsabilité de la gauche, du Nouveau Front Populaire, est immense pour barrer la route à l'extrême-droite et construire ensemble un nouveau chemin d'espoir autour du triptyque « salaires, climat, paix ».

La Fête de l'Humanité est le lieu pour poursuivre cette belle dynamique de l'union de la gauche et des écologistes pour débattre et construire les mobilisations nécessaires pour changer la vie. Tourneons la page de sept ans de politiques libérales. Avec plus de 450 organisations politiques, associatives et syndicales présentes, ainsi que de nombreuses personnalités, nous sommes fiers de réunir les principales forces progressistes de ce pays !

Face aux idées nauséabondes et rances, notre ambition est de faire entendre une autre musique, de réaffirmer notre solidarité aux peuples du monde qui subissent les guerres, la misère et la répression.

Loin de propos haineux et racistes, nous ferons vivre, pendant trois jours, la paix et la fraternité humaine, l'exigence de la justice sociale et environnementale. Nous ferons vivre également la solidarité envers toutes celles et ceux qui luttent face à l'ultralibéralisme autoritaire qui abîme la santé des

RÉPUBLICAINES LES LANDES

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.



S.A.R.L. « LES LANDES RÉPUBLICAINES »

7 rue Frédéric Bastiat – BP34

40001 MT DE MARSAN Cedex Tél. 05.58.46.41.41

Directeur de la publication : Alain BACHE

e-mail : landes.rep@wanadoo.fr Site : <http://pcf40.free.fr>

Abonnement annuel 25€

Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN

C.P.N° 0728P11523- N° 2475 – Jeudi 12 septembre 2024



travailleurs et leur pouvoir d'achat. Nous serons la caisse de résonance des voix des contestations que le pouvoir présidentiel libéral-autoritaire veut étouffer.

Cette Fête sera aussi celle des 120 ans de notre journal, fondé par Jean Jaurès et aura donc une saveur particulière que nous souhaitons fêter avec vous ! Grâce à l'énergie déployée par les bâtisseurs et bâtisseuses, cette Fête sera vivante, chaleureuse, animée, festive et inclusive !

Le programme que nous vous avons concocté est aussi divers et vaste que

l'Humanité !

Très belle Fête 2024 ! ■

Fabien GAY

Directeur de l'Humanité

Université d'automne du PCF des Landes Samedi 12 octobre à Tarnos Parc de la Nature

C'est à Tarnos que se tiendra cet événement politique. Une journée pour échanger, comprendre et réfléchir en commun à une construction politique pour de nouveaux jours heureux dans les Landes, en France et en Europe.

Au programme :

8 h 30 / 10 h 30 : Quelle organisation communiste avons-nous besoin ?

10 h 30 / 12 h 30 : Des élus communistes pour les collectivités locales au service des territoires et populations.

12 h 30 - BANQUET POPULAIRE

14 h 30 / 17 h 30 : Quelle ambition et quel avenir pour le NFP ? en présence des candidat(e)s aux dernières législatives et des forces politiques, membres du NFP. ■

Résolutions adoptées au Conseil National du 7 septembre 2024

Lors du Conseil National de ce samedi 7 septembre, les membres ont adopté deux résolutions en lien avec l'actualité politique et l'implication du Parti Communiste dans cette situation.

Contre le coup de force de Macron et l'austérité, Tous et toutes mobilisés pour gagner des avancées !

La France affronte sa plus grave crise politique et démocratique depuis les origines de la Vème République.

Le président de la République, sévèrement battu aux élections européennes, a cherché à relégitimer son quinquennat en procédant à la dissolution de l'Assemblée nationale. Le résultat a été sans appel.

Le camp présidentiel a vu de nouveau sa politique durement sanctionnée. Et, grâce au sursaut républicain d'une majorité d'électeurs et électrices, le Rassemblement national n'a pu, malgré sa forte progression, accéder au pouvoir comme il l'escomptait. Le Nouveau front populaire est la coalition qui obtient le plus grand nombre de députés. **Depuis le 7 juillet pourtant, Emmanuel Macron s'est refusé à entendre leur message.**

Par ses manœuvres visant à repousser le moment de désigner un nouveau gouvernement, **il a marqué sa volonté de poursuivre sa politique au service exclusif du capital** que les électeurs et électrices viennent de désavouer. Ainsi, loin de se contenter de gérer les « affaires courantes », son gouvernement sortant est allé, prenant prétexte de l'augmentation des déficits, jusqu'à préparer un budget de coupes massives de la dépense publique. En aggravant l'austérité, ce budget pour 2025 frapperait durement le monde du travail, les catégories populaires, la jeunesse, nos services publics, les collectivités territoriales.

Stop au coup de force antidémocratique et à l'austérité !

Ainsi le refus présidentiel de désigner Lucie Castets comme Première ministre est avant tout la marque du rejet de tout changement de politique dans le sens porté par le programme du Nouveau front populaire. En usant de toutes les prérogatives que lui offre la Vème République, et en ignorant délibérément le verdict des urnes qui a placé le Nouveau Front populaire en tête du second tour des élections législatives, le chef de l'État prétend, au nom de la « stabilité institutionnelle », empêcher la gauche de chercher à construire, comme elle s'y est engagée, des majorités parlementaires autour de projets répondant aux grandes urgences sociales et écologiques de l'heure.

En chargeant Michel Barnier, promoteur des dogmes néolibéraux au service des classes dominantes en France et en Europe, de constituer le nouveau gouvernement, Emmanuel Macron fait le choix de la droite, avec la complicité du Rassemblement national, pour durcir encore une politique qui a mené au

désastre. Le président de la République tourne le dos à tout ce qu'a exprimé l'électorat, il bafoue le sursaut républicain du 7 juillet. C'est une véritable déclaration de guerre au pays.

Ce double coup de force antidémocratique est d'une gravité extrême.

Il va creuser encore le fossé entre le pays et sa représentation institutionnelle, alimenter la défiance envers la politique. Les logiques néolibérales ont des effets dévastateurs à tous les niveaux. Elles génèrent tensions et guerre en divers points du globe. En Europe les économies se trouvent menacées de récession, les fermetures d'entreprises et délocalisations se poursuivent à un rythme soutenu. De plus la cure d'austérité brutale qu'exigent de la France le Conseil de l'Union européenne et les marchés financiers ne peut qu'aggraver le quotidien de l'immense majorité de nos concitoyens et concitoyennes.

Nous utiliserons tous les moyens à notre disposition pour combattre une politique qui tournerait le dos aux intérêts de la France, du peuple, du monde du travail, à commencer par la censure du gouvernement.

Mobilisons-nous pour gagner des avancées et construire l'alternative !

Dès à présent, le Parti communiste français appelle les forces de gauche et écologistes, les salarié·es et leurs organisations, la jeunesse, les élu·es, les forces citoyennes dans leur diversité à ne pas céder à la résignation, qui conforterait le chaos politique et générerait une désespérance qui ne peut profiter qu'à l'extrême droite.

Ensemble, faisons entendre nos exigences, construisons le rapport de force qui contraindra le pouvoir à respecter la volonté issue des urnes. Tel est le sens de la proposition d'états-généraux décentralisés, formulée par notre parti dès le mois de juillet.

L'urgence est à la mobilisation contre les politiques capitalistes et pour gagner des avancées pour le progrès social et la paix :

- ♦ l'abrogation de la contre-réforme des retraites ;
- ♦ une conférence sociale pour l'augmentation des salaires et des pensions, l'égalité professionnelle femmes - hommes, le développement de l'emploi et de la formation, l'amélioration des conditions de travail ;
- ♦ une nouvelle industrialisation, sociale et écologique, afin de préserver et développer l'emploi industriel dans des filières stratégiques, pour répondre aux besoins de la nation et au défi climatique ;
- ♦ le développement des services publics, à commencer par la santé, l'école et la sécurité, en s'appuyant notamment sur la création d'un fonds européen alimenté par la Banque

centrale européenne ;

- ♦ la mise en œuvre d'une politique de justice fiscale, une utilisation de l'argent de l'Etat, des banques et des entreprises pour répondre aux besoins ;
- ♦ la défense de la démocratie, du Parlement, l'instauration de la proportionnelle et de nouveaux droits pour les citoyens et les salarié·es ;
- ♦ une diplomatie au service de la paix et de la coopération entre les peuples, pour la sécurité du peuple ukrainien, des peuples européens et de tous les peuples frappés par la guerre, le cessez-le-feu à Gaza et la reconnaissance de l'Etat de Palestine aux côtés de l'Etat d'Israël.

En cette rentrée, les communistes seront de toutes les luttes et initiatives permettant de gagner des avancées sociales et démocratiques. Ils porteront, nationalement et partout en France, leurs propositions pour sortir de la crise et changer au plus vite concrètement la vie de nos concitoyens et concitoyennes. Ils seront mobilisés dans les villes et villages de France pour défendre les communes face aux politiques d'austérité et porter des politiques publiques novatrices et un renouveau de la décentralisation à la hauteur des attentes des habitant.es.

Le PCF engage en cette rentrée une campagne nationale contre l'austérité portée par le gouvernement Barnier et pour le développement de l'emploi dans les services publics et l'industrie. Cette campagne se traduira par l'appui aux luttes des salarié·es, l'organisation de rencontres avec les forces syndicales et de débats partout en France pour placer ces enjeux au cœur du débat public.

Le PCF poursuit le combat avec les forces de la coalition du Nouveau front populaire avec l'ambition de rassembler largement les forces vives du pays pour construire l'alternative politique.

Il appelle à participer massivement aux initiatives qui se préparent, à commencer par la journée syndicale du 1er octobre. Avant cette journée d'action, la Fête de *l'Humanité*, les 13, 14 et 15 septembre doit, dans ce cadre, être un immense succès populaire, le rendez-vous de l'espoir et des forces sociales et populaires. ■

Quel débat national des communistes ?

Alors que la situation internationale est marquée par la militarisation grandissante, les guerres et des politiques de puissances lourdes de dangers, et que la France s'enfonce dans la précarisation du monde du travail, la désindustrialisation et la crise des services publics, nous venons d'affronter en France deux échéances électorales nationales majeures qui portent à son paroxysme la crise de régime.

Cette séquence a été marquée à la fois par une nouvelle progression inédite de l'extrême droite, en particulier dans une partie de l'électorat populaire, sur fond de nouvelle étape de la crise capitaliste, avec des conséquences déjà gravissimes dans la vie de nos concitoyens, et par une réaction forte du pays permettant d'empêcher le Rassemblement national

et ses alliés d'obtenir une majorité à l'Assemblée nationale.

Le Nouveau front populaire est la coalition qui a obtenu le plus de députés à l'Assemblée mais les résultats du premier tour montrent qu'il n'y a pas de progression importante de la gauche et qu'il existe des différences substantielles d'orientation et de stratégie entre les différentes forces. Et si notre parti a su être au cœur du débat public lors de ces échéances, nos résultats sont décevants et marqués par la perte de députés.

Reconstruire une influence forte PCF, donner un avenir à notre parti pour être utile au peuple implique de le hisser à la hauteur des défis de la période.

Au regard de cette situation, **le débat national des communistes doit contribuer à répondre à trois questions :**

- ♦ Quelle analyse précise faisons-nous de la séquence électorale européenne et législative et des résultats du PCF, comment préparer les prochaines législatives et municipales en articulant action du PCF et politique unitaire ?
- ♦ Comment lutter plus efficacement contre l'extrême droite et les politiques capitalistes qui nourrissent sa progression et gagner des transformations révolutionnaires ?
- ♦ Quelles campagnes politiques et idéologiques prioritaires mener pour reconquérir le monde du travail et les catégories populaires quels changements sont nécessaires dans notre organisation pour y parvenir ?

Pour nourrir ce débat, la direction nationale versera au débat des éléments d'analyse :

- sur la séquence électorale européenne et législative, l'électorat communiste et l'électorat de gauche.
- sur le stade actuel de la crise du capitalisme, des rapports mondiaux et de la progression des forces d'extrême droite en Europe et dans le monde ;
- sur les dernières évolutions de la crise française ;
- sur les avancées et les obstacles dans l'organisation du parti et les transformations décidées au dernier congrès.

Méthode et calendrier de travail

Une commission nationale est mise en place pour organiser l'animation du débat des communistes.

Elle est composée de : Pierric Annoot, Cathy Apourceau-Poly, Jeremy Bacchi, Stéphane Bonnery, Elsa Koerner, Clara Gimenez, Pierre Miquel, Evelyne Ternant, Shirley Wirten, Igor Zamichiei.

Calendrier de travail

- Septembre – octobre : Tenue d'assemblées générales des communistes en cellule et section
- Novembre : tenue des conseils départementaux
- 14 décembre : conférence nationale

Les assemblées générales des communistes doivent donner lieu à des comptes-rendus écrits qui feront l'objet d'une synthèse lors des conseils départementaux de novembre et seront également traités nationalement.

Un appel à contributions individuelles est également lancé.

La conférence nationale votera un relevé de décisions pour l'action des communistes dans les mois qui viennent. ■

Non au plan de redressement de l'Hôpital de DAX

Non aux suppressions de postes de soignants (médecins, infirmières, aides-soignants) à l'Hôpital de Dax !

De nombreux usagers ont signé la pétition (<https://www.mesopinions.com/petition/sante/stop-suppression-emplois-ch-dax/232608?source=email&tmstp=1722525008&p=sharing%0A%0AMerci>) ce qui témoigne de l'attachement à ce service public.

À l'appel de l'intersyndicale (CGT, CFDT, FO), de nombreux élus du secteur, le sénateur Éric Kerrouche ; Isabelle Dufau, présidente de la Communauté des Communes du Seignanx ; Jean-Marc Lespade, Conseiller départemental ; Eva Belin, Maire de Ondres et Conseillère départementale ; Gabriel Bellocq, ancien maire de Dax ; Serge Pomarez, maire de Heugas ; Alain Godot, adjoint à Saint-Paul-Lès-Dax ; des élus de Tarnos, Isabelle Nogaro, Francis Dubert, Maryse Saint-Augin, Gérard Claverie, Martine Périmony, Didier Miremont..., des délégués syndicaux CGT notamment de la Papeterie de Tartas, étaient présents.

Oui à une redistribution des richesses pour financer les services publics ! ■



SOUSCRIPTION

La souscription continue !

Nous publions les derniers donateurs :

Anonyme 200€ ; José Huici 100€ ; Isabelle et Gilles Figuières 300€ ; Marcelle et Michel Cabanot 100€ ; Hervé Le Boulter 200€ ; Anonyme 500€ ; José Huici 70€ ; Robert Bédère 60€ ; Maïté Libier 150€ ; Nicole Labrousse 100€ ; Jean Pilette 40€ ; Hervé Le Boulter 300€ ; Suzane Roux 100€ ; Francis Pagnan 70€ ; Jean Lavielle 50€ ; Daniel Biremont 100€ ; Alain Crenca 500€ ; Section PCF Amou 500€ ; Section PCF Dax-Nord 200€ ; Section PCF Bas-Armagnac 1000€. ■

SOUSCRIPTION

Nom.....Prénom.....

ADRESSE.....

CP..... VILLE.....

Je fais un don de € au PCF

Libeller le chèque à l'ordre de :

« ADF-PCF40 »

BP34, 40001 MONT-DE-MARSAN Cedex

Conformément à la loi, un reçu ouvrant droit à une réduction d'impôt vous sera adressé (uniquement pour les dons en chèques).

Gnacs et Chacailles

HÔPITAL DE DAX EN REDRESSEMENT

Ici on préfère être simple visiteur/ Plutôt que l'on se voie vaut mieux apporter des fleurs/ Ça transpire l'angoisse et la bêtadine/ Si tout le monde y passe c'est pas pour la cuisine/ Il y a dans ces murs de la force, de l'espoir/ Chevalier sans armure au fond de ces couloirs/ Du courage et du cœur, des combats à livrer/ Des ennemis intérieurs, des batailles à gagner/ On proteste, on trépigne urgences pas assez urgentes... Extrait de la chanson «Chevaliers sans armure» de Bénabar (né Bruno Nicolini le 16/06/0969 à Thiais) et Alexandre Tharaud (pianiste né le 9/12/1968 à Paris). En plein été, la direction de l'hôpital de Dax a lancé un «plan de redressement» qui sabre dans les embauches de personnels, les conditions de travail avec forçement des conséquences sur l'offre de soins. Le président du département des Landes et les parlementaires socialistes landais avaient écrit en 2023 au ministre de la Santé, pour l'alerter sur la situation budgétaire de l'hôpital de Dax, sans réponse du ministre. L'établissement présentait un déficit prévisionnel de 28 millions d'euros pour 2023 ce qui était préoccupant, mais «il n'y a pas de risque à ce que l'hôpital de Dax ne soit pas là, le 1^{er} janvier 2024» avait réagi la direction de l'hôpital. Pour la CGT : «C'est inquiétant, mais pas au point de voir notre hôpital fermé» confiait sa secrétaire générale, Géraldine Madounari. La syndicaliste landaise en appelait à l'intervention financière des pouvoirs publics à travers l'Agence Régionale de Santé (ARS), autorité de tutelle de l'établissement. L'hôpital de Dax fait face à une hausse constante de ses charges. En 2 ans, les dépenses d'énergie sont passées de 1,4 million d'€ à 3,5 millions alors que l'année n'est pas terminée. L'inflation a par ailleurs fait gonfler l'enveloppe des charges courantes. Dans le même temps, la charge salariale, les dépenses en personnel, ont augmenté. Le centre hospitalier dacquois fait face à un absentéisme croissant depuis la crise sanitaire tandis qu'une centaine de personnes ont été recrutées en 2 ans. La direction de l'établissement annonce une suspension des investissements. «On ne construit plus, on achète plus de matériel» résume-t-elle. Les chantiers de reconstruction de la réanimation, de la radiothérapie et des urgences devraient cependant être menés jusqu'au bout. Le matériel défectueux continuera d'être remplacé et les travaux nécessaires au fonctionnement de l'hôpital seront effectués, rassure la direction de l'hôpital. Rassemblement 9 et 12 septembre à 10H devant l'hôpital de Dax et pétition intersyndicale: *«Nous usager-es et patient-es, soutenons les agents de l'hôpital de Dax qui demandent le remplacement des départs volontaires et de tous les arrêts, pour de meilleures conditions de travail et l'embauche de personnel afin de garantir des soins de qualité et la préservation de notre service public. Nous, personnel, usager-es et patient-es, demandons l'annulation du plan dit de «redressement». L'hôpital n'a pas besoin d'être «redressé» mais soutenu et financé pour une offre de soins maximale au service de la population. Pour cela il faut les effectifs compétents et suffisants et non un plan de redressement catastrophique. Cela rejoint le plan pour les services publics porté par Lucie Castets (née le 3/03/1987 à Caen) au nom du Nouveau Front Populaire auquel Macron battu le 7 juillet 2024, s'oppose pour qu'elle ne soit pas nommée Première ministre. Qu'avem besonh d'un bòn espitau, ne deisham pas har (Nous avons besoin d'un bon hôpital, ne laissons pas faire).■*

Roger La Mougne